

Enorme : les terroristes et leurs familles payés 5300 dollars pour toute attaque-suicide ! -Par Jack

écrit par Jack | 28 août 2014



✖ Voici un extrait d'un bulletin reçu ce jour de Brigitte Gabriel, fondatrice de "Act! For America", qui lutte de toute ses forces contre l'islamisation aux U.S.A. et fait des conférences, salle comble, dans tout le pays sans qu'aucun imam n'y puisse rien car, de ce côté de l'Atlantique, la droit de libre expression est respecté par tous les tribunaux.

Pour le texte original en anglais, cliquez sur le lien en bas de l'article.

PRIME EN FAVEUR DU TERRORISME : 5 300 USD POUR TOUTE ATTAQUE SUICIDE

(Ce texte, retransmis par Brigitte Gabriel, est extrait d'un article de la journaliste indépendante Sharyl Attkisson, auteur d'une enquête approfondie sur l'attaque de l'ambassade américaine de Benghazi, Lybie, du 11 septembre 2012. Sharyl Attkisson s'est rapidement vue

mise au rancart par ses patrons de la chaîne télévisée CBS pour avoir recherché la vérité. Qu'à cela ne tienne, rien n'intimide cette journaliste qui vient de publier un article important sur des paiements faits par des organismes "de charité" du Moyen-Orient aux familles d'auteurs d'attaques suicides).

« Pour le première fois, des détails saisissants sont rendus publics sur les millions de dollars distribués par des organismes de charité du Moyen-Orient aux terroristes islamiques et à leurs familles.

L'argent a été employé à récompenser des terroristes et leurs familles après des attaques sur des Israéliens et des citoyens américains visitant Israël entre 2000 et 2005 durant le deuxième soulèvement palestinien.

La preuve a été présentée aujourd'hui (26 août 2014) au cours d'un procès dans un tribunal fédéral de New York. **300 citoyens américains prétendent que la banque « Arab Bank » a, en toute connaissance de cause, fourni des fonds à des terroristes et ceux qui les financent,** en infraction avec la loi anti-terrorisme des Etats-Unis. La Arab Bank soutient ne pas avoir sciemment aidé les terroristes.

Les documents de la banque révèlent un système élaboré dans lequel Amman, la banque arabe de Jordanie, sert de point central. Certains Israéliens nomment cette banque (1) « Grande station centrale de financement du terrorisme ».

Ainsi, des documents de la banque démontrent qu'une douzaine d'organismes de charité du Moyen-Orient, possédant des liens avec le groupe terroriste Hamas et d'autres groupes islamiques radicaux, ont transféré 32 millions de dollars à la Arab Bank durant le deuxième soulèvement. L'argent a, semble-t-il, été versé aux familles des suicidaires et autres Palestiniens ayant accompli des actes de terrorismes contre les Juifs.

Un autre organisme de charité, le « Saudi Committee » (comité saoudien) pour le soutien de ces soulèvements, a distribué quelques 100 millions de dollars par le biais de Arab Bank. L'analyse des

archives de la banque faite par les plaignants indique qu'une partie de ces fonds, à concurrence de 32 millions USD, a été distribuée en espèces aux martyres et leurs familles, dont les familles des suicidaires, le reste ayant été versé à d'autres organismes de charité contrôlés par Hamas. »

Bien sûr, l'avocat de Arab Bank a plaidé la cause en disant que le comité saoudien était un groupe humanitaire légitime, etc... Ben voyons ! Lisant ceci, n'y aurait-il pas lieu de faire une recherche, pour ne pas dire une enquête, près des quelques 2500 mosquées et davantage qui "fleurissent" sur l'hexagone afin d'examiner leurs finances et, pourquoi pas, leurs possibles "dons" à des organismes de charité car, pourquoi ne pas envisager que des primes soient bientôt offertes aux familles de ces "martyrs" qui se feront sauter la paillasse au milieu de foules de "souchiens" ? Cela vaut sans doute sérieuse réflexion...

<http://www.actforamerica.org/index.php/learn/email-archives/3125-paycheck-for-terrorism-5300-for-suicide-attack>

Jack, un expat qui aime son vieux pays

NDLR Voir [Wikipedia](#) avec notamment les extraits ci-dessous :

“Dans les [années 1990](#), un « corbeau » a tenté à plusieurs reprises d'orienter l'enquête du juge [Éric Halphen](#) sur des comptes occultes que le [Rassemblement pour la République](#)(RPR) de [Jacques Chirac](#) auraient détenus à l'Arab Bank¹⁸.

Le [26 février 2004](#), des soldats israéliens ont perquisitionné l'agence d'Arab Bank a [Al-Bireh](#) et ont saisi des documents bancaires et des fonds appartenant à des terroristes présumés^{19,20}. Alors, les avocats américains ont lancé une action en justice contre 875 millions de dollars contre Arab Bank pour le compte des victimes américains et israéliennes du terrorisme^{21,22}. Selon les avocats de dépôt de la plainte,

Arab Bank a été engagée à la fois dans le blanchiment d'argent utilisé pour financer le [terrorisme](#) et à rembourser les familles des [kamikazes](#)²¹. Plus précisément, les avocats ont fait valoir que Arab Bank a été sciemment complice d'aider à l'[Arabie saoudite](#) dans le transfert de plus de 4 milliards de dollars aux groupes palestiniens comme le Hamas²². Le [25 septembre 2005](#), un juge fédéral a confirmé la validité de la combinaison, ce qui permet la poursuite de procéder²³. Depuis le [10 juin 2009](#), le procès est toujours en cours²⁴."

"Selon le Wall Street Journal, la Jordanie est intervenue directement après plusieurs tentatives infructueuses dans cette affaire²⁵. De hauts responsables jordaniens ont demandé à plusieurs reprises aux responsables américains du département d'État, du Trésor et la Maison Blanche, ou encore du Conseil national de sécurité à intervenir dans l'affaire, sans succès, selon les sources du journal²⁵. Le juge a déclaré que cela est un «affront à la souveraineté du Royaume», car il pourrait ruiner la banque, car selon les directives du juge qu'il pourrait presque certainement trouver la banque responsable²⁵. En outre, la Jordanie a dit, que l'ordre serait "potentiellement catastrophique" pour les économies du Moyen-Orient et pourrait compromettre les objectifs de politique étrangère des États-Unis là-bas²⁵."

"La banque est accusée d'avoir financé des groupes terroristes comme le [Jihad islamique palestinien](#) et le [Hamas](#) par une centaine de citoyens américains, ayant-droits de victimes d'attentats terroristes en [Israël](#), qui ont porté une plainte à la Cour fédérale de [Brooklyn](#) à [New York](#) en 2004.

L'avocat des plaignants affirme que la banque aurait transféré de l'argent pour le compte du [Saudi Committee](#), une [ONG](#) humanitaire levant de l'argent auprès de riches

donateurs du [Moyen-Orient](#), et qui aurait mis en place un programme d'indemnisation pour les auteurs des attentats suicide et leurs familles pour le compte de ces mouvements islamistes. La banque reconnaît le transfert mais refute une responsabilité en argumentant que les accusations ne sont pas prouvées que le Saudi Committe ne figure pas parmi la liste des organisations considérées comme terroristes par les Etats-Unis. Elle déclare que l'Arab Bank est une entreprise normale et rappelle qu'elle a été fondée en 1930, est cotée en bourse, et a comme actionnaires la famille Hariri (elle-même victime du terrorisme) ainsi que le roi de Jordanie. En novembre 2012, Arab Bank avait réussi à faire classer une plainte similaire déposée par un Israélien. [27.](#)"

Ce procès est l'un des tout premiers dans lequel une banque se voit accusée de financer le terrorisme. Le [Crédit agricole](#), la banque britannique « National Westminster », la [Royal Bank of Scotland](#) (Natwest) et [Bank of China](#) font face à des accusations similaires aux Etats-Unis [27.](#)